

HC
111
A314
1975/76

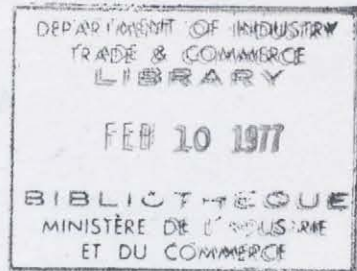
IC

RAPPORT ANNUEL 1975-1976



Industrie
et Commerce

Industry, Trade
and Commerce



L'honorable Jean Chrétien
Ministre de l'Industrie et du Commerce
Ottawa

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport
annuel des activités du ministère de l'Industrie
et du Commerce, du 1er avril 1975 au
31 mars 1976.

70
111
A 314

Ministère de l'Industrie et du Commerce

G. F. Gebaldston
Sous-ministre

RAPPORT ANNUEL

1975-1976
Son Excellence
Le très honorable Jules Légaré, C.C.
Gouverneur général du Canada

Excellenteur,

J'ai l'honneur de présenter à votre Excellence
le rapport annuel du ministère de l'Industrie et
du Commerce, pour la période du 1er avril 1975
au 31 mars 1976.

C'est le résumé des politiques et activités du
ministère, ainsi que des services qu'il a rendus,
qui ont été soumis à votre Excellence.

Je vous prie d'offrir, Excellence, l'assurance de
mon profond respect.

Jean Chrétien
Ministre de l'Industrie et
du Commerce

OTTAWA

L'honorable Jean Chrétien
Ministre de l'Industrie et du Commerce
Ottawa

Monsieur le ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport
annuel des activités du ministère de l'Industrie
et du Commerce, du 1er avril 1975 au
31 mars 1976.



G.F. Osbaldeston
Sous-ministre

OTTAWA

Son Excellence
le très honorable Jules Léger, C.C.
Gouverneur général du Canada

Excellence,

J'ai l'honneur de présenter à votre Excellence
le rapport annuel du ministère de l'Industrie et
du Commerce, pour la période du 1er avril 1975
au 31 mars 1976.

C'est le résumé des politiques et activités du
Ministère, ainsi que des services qu'il a rendus,
qui est soumis à Votre Excellence.

Je vous prie d'agréer, Excellence, l'assurance de
mon profond respect.



Jean Chrétien
Ministre de l'Industrie et
du Commerce

INTRODUCTION

Le rôle principal du ministère de l'Industrie et du Commerce au cours de l'année 1975-1976 a consisté à s'adapter aux effets d'une inflation considérable accompagnée d'une récession économique dans plusieurs parties du monde. Cette adaptation a exigé une réévaluation des priorités des programmes pour l'industrie et le marché international, et le déroulement des activités au cours de l'année a montré la valeur des principaux programmes de subvention du Ministère pour la création de nouveaux produits.

Une baisse des exportations pendant six mois consécutifs a été enrayée au début de l'année financière et on a pu constater une augmentation au cours des 12 mois suivants malgré un fléchissement court mais prononcé au cours du troisième trimestre de 1975. Cette amélioration est due, au moins en partie, à la mise au point, par les fabricants canadiens, de nouveaux produits qui se sont bien implantés sur le marché international au cours de l'année. Le perfectionnement des produits ainsi que les programmes de recherche plus considérables ont contribué à cette réussite, tout comme la création de consortiums et d'entreprises à participation. Tous les progrès réalisés proviennent en partie des programmes d'aide à l'industrie et à la pénétration sur les marchés internationaux, instaurés par le Ministère depuis quelques années.

Visant un rendement accru, le Ministère a réévalué ses priorités et a fait des études sur l'incidence de ses programmes d'aide. Il formulera des recommandations afin d'améliorer leur rendement. Parallèlement, une étude est menée sur les moyens d'améliorer les relations entre le Ministère et le secteur des affaires et le secteur industriel.

Ces études portent en particulier sur les besoins de la petite entreprise, qui a fortement bénéficié en octobre de la fondation de la Banque fédérale de développement. Le mandat de cette nouvelle agence est de procurer aux petites et moyennes entreprises une vaste gamme de services financiers et administratifs. Elle regroupe l'ancienne Banque d'expansion industrielle qui fut créée comme filiale de la Banque du Canada et les divers services fédéraux de conseils assurés auparavant par le ministère de l'Industrie et du Commerce, le Conseil national de recherches et le ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration.

La création du Centre des entreprises à participation et des projets clé-en-main s'est avérée une autre initiative importante en vue d'une meilleure commercialisation des produits et services canadiens dans le monde. Ce groupe collabore avec les entreprises canadiennes dans le but de former des consortiums capables d'entreprendre des projets trop importants pour une seule société. Il travaillera aussi à former des associations comprenant des sociétés canadiennes et étrangères puisque la formation de groupements semble être la seule méthode efficace pour accéder à certains marchés.

On a mis l'accent sur les foires et les missions commerciales afin de faire connaître les produits et les services canadiens sur les nouveaux marchés et encourager les efforts de promotion sur les marchés actuels. L'honorable Don Jamieson a mené des délégations d'hommes d'affaires en France et en Asie du Sud-Est. Il a aussi mené des pourparlers commerciaux avec la Suisse. L'Honorable Alastair Gillespie, ministre jusqu'à la fin de septembre, a mené des pourparlers avec le Japon et la Corée et a exposé les objectifs commerciaux du Canada à San Francisco et à New York.

Le Comité canadien sur le commerce et les tarifs douaniers a consulté tous les secteurs avant d'établir la position du Canada en vue des négociations commerciales multinationales à Genève au cours desquelles le Canada cherchera à faciliter la pénétration des produits et services canadiens à l'étranger par l'abaissement des tarifs douaniers et autres.

Dans sa lutte contre l'inflation, le gouvernement canadien a exigé des diminutions de dépenses dans les secteurs privé et public. En conséquence, le Ministère a été obligé de retirer son aide dans le cadre de la Loi stimulant la recherche et le développement scientifique (IRDIA).

Ce rapport traite de quelques-unes des activités principales du Ministère sans décrire cependant tous les projets amorcés en cours d'année. Il vise à livrer au parlement et au public les lignes essentielles des événements les plus importants de 1975-1976.

CRÉATION DE NOUVEAUX PRODUITS

Le Ministère est d'avis, depuis longtemps, que lorsque les produits manufacturés canadiens se trouvent en forte concurrence sur les marchés étrangers avec ceux des pays où le coût de la main-d'oeuvre permet des prix avantageux, il ne faut pas offrir des produits canadiens de moindre qualité, mais plutôt produire des articles plus complexes qui font appel à nos compétences techniques particulières. Il a encouragé la spécialisation dans des domaines de fabrication très techniques et complexes au cours des années précédentes au moyen de son Programme pour l'avancement de la technologie (PAIT).

Cette conviction s'est renforcée en 1975-1976, période où le marché des produits traditionnels a diminué dans plusieurs pays. Un certain nombre de produits nouveaux comme le radar portatif (à main) pour la police, les appareils de traitement des mots et les instruments complexes pour l'exploration minière et pétrolière, réalisés grâce à l'appui du Ministère, sont de plus en plus reconnus sur le marché international. Le succès de ces produits canadiens sur les marchés d'exportation a contribué à la hausse de 16,6% de la vente des produits manufacturés à l'étranger, malgré une concurrence très forte pour les produits finis traditionnels.

Le Ministère a continué d'aider à l'expansion des marchés pour les appareils de mesure et les procédés de contrôle, en mettant l'accent sur les applications dans les domaines de la géophysique, la cartographie et la photogrammétrie, la purification des minerais, de la pulpe et du papier, et des instruments de surveillance. Les sociétés appartenant à ce secteur ont réalisé une proportion importante de leurs transactions sur le marché de l'exportation.

Preuves de la technologie avancée du Canada dans les domaines les plus compliqués, la plupart des systèmes électroniques installés à l'aéroport international de Mirabel, y compris les instruments de navigation, le contrôle du trafic aérien et les systèmes d'information et de réservation pour les voyageurs, ont été fabriqués au Canada et il semble probable que certains de ces systèmes pourront être exportés.

Les provinces de l'Ouest ont vu apparaître chez elles un nombre croissant de petites entreprises innovatrices dans des domaines de haute technologie. Les programmes du Ministère les ont aidées à réaliser des produits comme le logiciel pour ordinateur, les instruments géodésiques et cartographiques et les systèmes de surveillance et de contrôle.

Le Canada continue de fabriquer des produits et des systèmes de conception nouvelle visant le marché intérieur et le marché étranger, y compris les appareils de navigation aérienne, les simulateurs d'avion et les systèmes de contrôle automatique du trafic aérien.

Certaines sociétés fabriquant des produits de consommation ont aussi reçu l'aide du Ministère afin de concevoir un certain nombre de petits appareils électriques pour le marché nord-américain.

La demande croissante pour les systèmes d'alarme contre le cambriolage, les systèmes de sécurité pour aéroport et les avertisseurs d'incendie sur les marchés intérieur et international a induit un certain nombre de sociétés canadiennes d'électronique à redoubler leurs efforts de production et leur recherche de débouchés au cours de l'année. Le Ministère a procuré de l'aide à des fabricants d'appareils et de systèmes de cette catégorie pour la mise au point de produits et l'établissement des rapports avec l'étranger.

Les programmes d'encouragement du Ministère ont contribué au progrès technique dans la production des machines traditionnelles. C'est ainsi que l'on a conçu une machine à papier qui pourrait révolutionner l'exploitation des moulins à papier. Elle permet un processus continu de fabrication du papier depuis la pulpe jusqu'au papier fini en rouleaux. L'économie de temps est considérable par rapport au processus traditionnel en plusieurs étapes.

Une société canadienne a perfectionné une machine-outil portative qui permet de forer un trou de deux pieds de diamètre dans le pergélisol jusqu'à une profondeur de 50 pi.

Elle a été conçue pour l'érection des piliers qui supportent les oléoducs et les gazoducs. Cette pièce d'équipement sert actuellement à la construction de l'oléoduc de l'Alaska, et des pourparlers sont en cours en vue de la vente possible de cet équipement à l'URSS.

La société Precision Homes Corporation de Rexdale, en Ontario, a reçu une très grosse commande pour l'exportation de maisons pré-fabriquées de la part de la société Iranian Nippon Oil en Iran. La commande de 165 maisons avec moquettes et finition intérieure complète fut expédiée en avril 1976. Ces maisons devaient être montées en août. Precision Homes négocie présentement de nouveaux contrats avec l'Iran et l'Arabie Saoudite.

La société Spar Aerospace a mis sur pied une capacité de production unique dans le domaine des dispositifs de manipulation à distance utilisés dans les systèmes spatiaux. La plupart des satellites artificiels actuels sont équipés d'une antenne Spar. Cette société travaille actuellement à la conception d'un manipulateur pour satellite destiné à la navette spatiale de la NASA. Le Ministère lui fournit de l'aide afin qu'elle puisse étudier d'autres applications de manipulateurs à distance aux fins d'utilisations souterraines, sous-marines et industrielles et dans le domaine des équipements médicaux et nucléaires.

Le CL-125 amphibie de Canadair, un avion citerne conçu pour combattre les feux de forêt, a été converti en avion de secours avec l'aide du PAIT. Quarante-sept CL-215 ont été vendus à la France, l'Espagne et la Grèce. La société Canadair procède à la fabrication de 15 autres CL-215 par suite de l'intérêt manifeste d'autres pays.

Le prototype d'un véhicule de service public mû à l'électricité a été construit par une société canadienne. Ses caractéristiques sont telles qu'il répond aux besoins que l'on attend d'un tel véhicule. Son poids est de 1020 kg et son autonomie est de 75 km par recharge d'accumulateur.

Le camion transporteur de billots de bois le plus gros au monde (capacité de 200 tonnes) a été construit par la société Butler Bros. Equipment Ltd., Victoria, C.-B. Les essais pratiques sont terminés et des négociations sont en cours en vue de la vente de ces véhicules.

La société Bell Aerospace of Canada a vendu deux modèles "allongés" de son véhicule aéroglisseur Voyageur à l'armée américaine au prix d'environ \$4 millions. Ces derniers seront testés sur le terrain par le client avant qu'il ne passe une commande de 26 autres véhicules.

EXPANSION DU MARCHÉ

En plus de l'aide publicitaire habituelle en ce qui concerne les ventes à l'étranger, sous forme de foires et de missions commerciales, et d'évaluation à l'avance des possibilités sur place par le service des délégués commerciaux, le Ministère a continué à déployer son action commerciale dans d'autres domaines.

La formation des consortiums à partir de sociétés d'un

rebaptisée Direction des projets internationaux (DPI). Elle comprend trois services: la Direction des programmes de défense, la Direction des projets d'immobilisation (autrefois la Direction des projets spéciaux) et le Centre des entreprises à participation et des projets clé-en-main.

Ce dernier sert de centre aux hommes d'affaires canadiens qui envisagent la possibilité de s'associer à d'autres sociétés ou de réaliser des projets clé-en-main à l'étranger. Sa fonction consiste à coordonner les renseignements sur ce type de projets avec les autres directions du Ministère et de conseiller les sociétés canadiennes en matière de description de projet, devis de soumission, liaison avec le marché étranger, coûts, assurance, dépôts de garantie, conditions locales et législation. Tous ces facteurs sont importants dans la préparation adéquate d'une soumission.

Le Centre des entreprises à participation attirera l'attention des sociétés canadiennes sur les possibilités qu'offre le marché extérieur et les aidera à analyser ces possibilités avant de prendre une décision. Les efforts seront dirigés vers les groupements de sociétés qui offrent des perspectives de profit important pour le Canada.

Direction des projets d'immobilisation

La Direction des projets d'immobilisation du Ministère traite une gamme considérable de projets d'investissement et aide les industries de services consultatifs et techniques qui sont souvent les premières à se lancer dans des projets d'investissement à l'étranger. Ces industries emploient des conseillers, des architectes, des géomètres photogrammétriques, des agronomes et d'autres corps professionnels. Cette Direction coordonne les activités canadiennes en matière de projets d'investissement réunissant plusieurs professions comme les conseillers, architectes, planificateurs et constructeurs de biens d'équipement appartenant à deux ou plusieurs secteurs industriels.

Au cours de l'année à l'étude, la Direction des projets d'immobilisation s'est occupée de plus de 300 demandes faites dans le cadre du PEMD, dont la plupart comprenait des projets d'investissement, tout en fournissant l'aide habituelle aux sociétés n'entrant pas dans le cadre du PEMD, pour la réalisation de plusieurs autres projets d'exportation.

Les possibilités de création d'entreprises à participation pour la fabrication et la commercialisation ont été étudiées par une mission commerciale de fabricants de maisons, d'armoires de cuisine et éléments de menuiserie au Royaume-Uni, en Suède, en Norvège et en Finlande. On explore actuellement plusieurs des possibilités étudiées par cette mission.

Les industries d'instruments géophysiques et de services contractuels prennent un nouvel essor après une récession de plusieurs années à cause de la demande mondiale croissante pour les instruments de recherche de minéraux et

de sources d'énergie. Cependant, les sociétés canadiennes se voient dans l'obligation de constituer des entreprises à participation afin de conserver les grands marchés dont elles ont profité dans des pays comme le Brésil, l'Australie et la Pologne.

Le Ministère a joué un rôle dans la formation d'une entreprise à participation avec le gouvernement et l'industrie ouest-allemande pour la conception et l'élaboration du prototype de l'avion de surveillance de champ de bataille (BSD) Canadair CL-289 qui représente la deuxième génération de l'avion CL-89. Ce groupement est sous le contrôle de Canadair à cause de son expérience dans la gestion des systèmes reliés à ce domaine.

Plusieurs fabricants d'instruments géodésiques ont exposé leurs produits à Poznan, en Pologne, en juin 1975. On y a également procédé à une démonstration de l'utilisation des détecteurs de métaux dans les montagnes de Silésie. On s'attend à ce que l'échange de renseignements techniques se poursuive avec les sociétés polonaises et aboutisse à des ventes importantes d'équipement canadien et éventuellement, à des entreprises de coopération avec des pays-tiers.

Des échanges technologiques ont été réalisés avec un grand nombre de pays dans le domaine des produits manufacturés en bois. Des missions canadiennes représentant des fabricants de maisons, d'armoires de cuisine et éléments de menuiserie se sont rendues au Royaume-Uni, en Suède, Norvège et en Finlande. On a exploré les possibilités de formation de groupements pour la fabrication et la commercialisation de produits dans ces pays et dans ceux du Tiers-Monde.

Direction générale des programmes et services d'exportation

La section publicitaire du Ministère est chargée de deux Programmes: le Programme des projets de promotion et le Programme d'expansion des exportations (PEMD). Le premier comprend la présence canadienne aux foires commerciales, la mise sur pied de missions commerciales et la publicité dans les magasins; le second encourage l'exportation continue des produits et des services par la voie des activités amorcées par l'industrie.

Au cours de l'année à l'étude, 524 sociétés ont reçu l'appui du Ministère dans leur participation à 45 foires commerciales internationales; 18 missions ont guidé 110 hommes d'affaires dans 16 pays; 20 missions ont amené 118 hommes d'affaires étrangers au Canada; enfin, 1046 acheteurs étrangers ont rendu visite à des fournisseurs canadiens. Le montant global des investissements du Ministère dans ces activités a été de \$3 686 900. Cet investissement a rapporté des ventes se chiffrant à plus de \$147 millions, selon les études.

Dans le cadre du programme PEMD, le ministère a accordé des subventions de plus de \$6 millions remboursables aux sociétés pour leur permettre de couvrir leurs frais d'expansion sur les marchés extérieurs. Sans cette intervention, ces sociétés n'auraient pas cherché à vendre à l'étranger.

Entre le 1er avril 1975 et le 31 janvier 1976, 163 sociétés participantes ont réalisé des ventes à l'étranger d'une valeur de \$29 millions à la suite de la mise en vigueur de ce programme. Depuis le début du PEMD en 1971, 413 sociétés ont réalisé des ventes à l'étranger d'une valeur de \$264,5 millions.

Activités spécifiques

Une délégation de personnes de l'industrie des produits forestiers a rencontré des représentants du Marché commun européen, en mars 1976. Des dirigeants d'entreprises canadiennes et des hauts fonctionnaires du Ministère ont étudié des possibilités de groupement avec des partenaires européens ainsi que des possibilités de coopération industrielle.

La deuxième réunion du Comité canado-japonais sur l'habitation visait l'échange de technologie en matière d'habitation. Elle a eu lieu en octobre 1975 alors que les fonctionnaires supérieurs des gouvernements canadien et japonais et des représentants de l'industrie ont discuté de plusieurs sujets techniques depuis les essais des charpentes d'habitation jusqu'aux problèmes de la croissance urbaine. La prochaine réunion aura lieu à Tokyo, au milieu de l'année 1977.

De plus, le Ministère a mené à l'étranger, trois délégations de la construction au cours de l'année: l'une en Angleterre pour discuter de la coopération internationale dans l'élaboration de projets dans les pays-tiers et les deux autres pour déterminer les possibilités au Moyen-Orient.

Le Ministère a joué un rôle important dans l'organisation de deux visites d'hommes d'affaires canadiens en URSS et de la visite d'une délégation soviétique au Canada chargée d'étudier les applications industrielles des sciences et de la technologie. À la suite de ces activités, le Canada a obtenu un contrat de \$9,7 millions pour le forage d'un puits de pétrole dans l'Arctique soviétique.

Une mission chinoise du bureau de la géologie est venue au Canada en septembre et en octobre, à la suite de l'exposition du Ministère mettant en vedette l'équipement électronique et les instruments scientifiques tenue à Shanghai, en 1974. La République populaire de Chine a invité en retour une délégation canadienne en septembre 1976. Ces échanges augmentent les chances de vendre à la Chine un nombre important d'avions, d'instruments au sol, de systèmes de photogrammétrie aérienne, de systèmes de cartographie par ordinateur et d'appareils de traitement des données.

Les efforts de commercialisation de l'équipement de télécommunication ont amené des délégations de l'Arabie-Saoudite, du Pérou et de l'Iran; ont suivi des propositions et des visites de la part de sociétés canadiennes.

La publicité pour les produits alimentaires, les boissons et le bétail du Canada a été très intense aux

États-Unis, au Japon, dans le Marché commun européen, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Des études de marché concernant les produits alimentaires conditionnés ont été menées à Détroit, Seattle, Philadelphie et Boston. Des réunions de vente de produits alimentaires conditionnés ont eu lieu à Cleveland et à Minneapolis-Saint-Paul. Le Ministère a aussi tenu un stand au National Fancy Food Show de Chicago.

Au Japon, les produits alimentaires et les boissons ont fait l'objet de plusieurs campagnes de promotion dans les magasins. Un grand nombre de restaurants japonais présentaient sur leur menu des mets canadiens au cours de cette période.

Un tarif spécial réduit s'appliquant au fromage canadien "cheddar" a été négocié avec le Marché commun européen. Il est entré en vigueur le 1er avril 1975. Les exportations de "cheddar" vers le Royaume-Uni ont repris immédiatement, et on a vendu un million de livres au cours de l'année. Le Ministère a aussi organisé une mission sur le fromage "cheddar" au Royaume-Uni et en Europe dans le but de déterminer le meilleur moyen de reprendre notre place traditionnelle sur le marché anglais et d'en promouvoir la vente dans le Marché commun européen.

Des plans pour la promotion dans les magasins de vêtements ont été conçus pour quatre pays. Plus de 200 magasins C & A d'Europe en Allemagne de l'Ouest, en Belgique, en Hollande et au Royaume-Uni présenteront des vêtements canadiens et appuieront cette promotion par une publicité dans la presse qui atteindra 65 millions de consommateurs.

La première foire internationale importante du livre en Amérique du Nord a eu lieu à la Place Bonaventure, à Montréal, en mai 1975. Près de 550 sociétés représentant 57 pays étaient présentes. La proportion des sociétés étrangères représentées était supérieure à 60% du nombre total.

La subvention du Ministère a été de \$865 000 pour la foire du livre dont \$500 000 servant à la construction de 700 stands qui ont été donnés à l'industrie canadienne du livre. Le Québec, l'Ontario et la ville de Montréal ont fourni, en plus une somme de \$275 000.

À cause du ralentissement de l'économie canadienne, l'industrie des articles de sport a subi une baisse considérable de ses ventes. La valeur des expéditions d'usine a accusé une baisse évaluée à 17,3% par rapport à l'année précédente. La valeur des exportations canadiennes a diminué de 16,5%; par contre la valeur globale des importations a légèrement augmenté (4,9%).

Le ralentissement économique n'a pas affecté sérieusement les joailliers qui utilisent métaux précieux et pierres précieuses. Un certain nombre de sociétés ont emménagé dans des locaux plus grands et plus fonctionnels pour accroître la production et satisfaire à la demande du marché. Les exportations ont augmenté de 4% seulement en

1974, tandis que les importations se sont accrues de \$7 millions, soit 15%.

Les effets négatifs de la situation économique aux États-Unis se sont répercutés dans l'industrie du vêtement au début de 1975. Cependant, le troisième trimestre a été meilleur pour les exportateurs canadiens parce que les stocks au détail ont baissé et que les ventes se sont accrues considérablement. Ceci s'est produit principalement dans les vêtements de dessus pour enfants et les vêtements de cuir pour femmes.

Parmi les ventes principales d'équipement de production d'électricité, on compte un montant de \$23,7 millions de turbines à gaz à l'Indonésie, l'Iran, l'Inde et à la République populaire de Chine, un montant de \$7,2 millions de chaudières génératrices d'électricité à l'URSS et de \$4,5 millions à Israël. Le Brésil a acheté des turbines hydrauliques d'une valeur de \$4,6 millions.

Dans le cadre des ententes de libre-échange avec les États-Unis en ce qui concerne l'équipement agricole, le Canada a vendu plus de \$450 millions de machines agricoles sur le marché américain en 1975, ce qui représente 80% des exportations canadiennes dans ce secteur. D'autres ventes importantes ont été réalisées, comme celle de \$8,2 millions de machines agricoles combinées au Mexique, et des ventes de tracteurs et de pièces détachées de \$8,1 millions à l'Algérie et de \$6,3 millions à l'Australie.

Le Canada a vendu en 1975 sur le marché extérieur pour une valeur de \$85 millions d'équipement minier dont \$13 millions à l'Iran, au Chili, à l'Indonésie, au Brésil et au Pérou.

Un colloque sur l'électricité au sujet du design et de la construction de génératrices à turbines hydrauliques de taille considérable a été organisé par le Ministère à Rio de Janeiro, à l'intention des ingénieurs en électricité et du personnel d'appui du Brésil. À la suite de ce colloque, un premier contrat a été accordé récemment à une société canadienne pour la fourniture de matériel et d'ingénierie pour six génératrices dans le cadre d'un grand projet brésilien. On s'attend à d'autres contrats comme celui-ci.

Les sociétés aéronautiques ont participé à une mission commerciale en Europe de l'Est. Des colloques techniques ont été organisés en Tchécoslovaquie, en Pologne et en URSS. On examine actuellement les possibilités du marché dans ce domaine pour déterminer les besoins de ces deux derniers pays. Des premières ventes d'équipement ont été réalisées en Bulgarie et des hauts fonctionnaires de Bulgarie, d'URSS, de Pologne et de Yougoslavie ont rendu visite à des sociétés canadiennes.

Les efforts de commercialisation du matériel de télécommunication ont été suivis de missions au Canada venant de l'Arabie-Saoudite, du Pérou et de l'Iran, qui ont entraîné des propositions et des visites de la part des sociétés canadiennes.

Le Ministère s'est occupé du pavillon canadien à

Genève en octobre au congrès organisé par l'Union internationale des Télécommunications. Trente-sept pays étaient représentés et 100 000 visiteurs ont été accueillis. Les délégués canadiens ont présenté 12 documents techniques sur un total de 120 au cours des séances.

Dans le but de poursuivre les efforts pour l'expansion du marché du matériel de télécommunication avec la République populaire de Chine, une délégation de huit personnes du secteur des satellites de télécommunication a visité l'industrie spatiale canadienne pendant deux semaines.

Le Ministère a collaboré aux négociations de divers projets de télécommunications en Afrique et à la commercialisation des produits industriels en Afrique et au Moyen-Orient. De hauts fonctionnaires ont aussi assisté à la Conférence panafricaine à Kinshasa, en décembre.

Le Ministère a prêté son concours de la même façon à l'industrie du secteur des télécommunications par l'intermédiaire de missions venant de l'étranger, et de renseignements sur les conditions du marché. Des visites commerciales ont été faites en Amérique Centrale et en Amérique du Sud pour discuter de projets définis au Pérou, en Equateur, au Panama, à Costa Rica, au Nicaragua et au Mexique.

Une mission sur la câblodiffusion de télévision, formée de représentants du gouvernement et de l'industrie, a présenté un exposé technique lors de la première exposition italienne de la câblodiffusion à Milan. Le Ministère a aussi participé au congrès canadien de la câblodiffusion à Vancouver et les représentants du Ministère y ont exposé les possibilités d'exportation dans le domaine de la câblodiffusion de la télévision.

Au cours de l'année, le Ministère a continué de mettre l'accent sur la pénétration sur le marché américain du transport. Il a invité un certain nombre de missions d'acheteurs. Il a aussi concentré ses efforts sur des objectifs spécifiques avec la collaboration de l'industrie canadienne du transport urbain. Cette initiative devrait entraîner des commandes de l'ordre de \$75 à \$100 millions d'ici quelques mois.

Les sous-systèmes pour avions sont en meilleure position sur le marché extérieur. La société Menasco a vu ses ventes de trains d'atterrissage passer de \$9,6 millions en 1973 à \$19,1 millions en 1975. Ces trains d'atterrissage conçus et fabriqués au Canada sont maintenant utilisés sur des avions construits en Suisse, au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et au Canada.

Deux constructeurs canadiens de camions tout-terrain pour usage minier sont en première position en ce qui concerne les commandes considérables passées par l'URSS pour ce genre d'équipement. La société Flyer Industries Limited, de Winnipeg, a reçu des commandes importantes de trolleybus pour San Francisco et Dayton, Ohio. Motor Coach Industries Limited, aussi de Winnipeg, a reçu une autre commande

importante d'autocars MCI MC8 pour l'Australie. La société de transport par autobus de l'Australie, Ansett Pioneer, a l'intention de normaliser sa flotte d'autocars au moyen de véhicules MCI.

Un programme accéléré de commercialisation des véhicules tout-terrain fabriqués au Canada a porté le montant des ventes à l'étranger à près de \$30 millions, ce qui représente un nouveau record pour l'année. La société Foremost International Industries Ltd a conclu deux ventes au comptant avec l'URSS se chiffrant à \$4 millions. La seconde vente a été négociée par télex en un temps record de trois semaines et demie.

Trente-trois sociétés canadiennes, parrainées par le Ministère, ont participé à l'Exposition aéronautique de Paris en 1975. Le stand canadien mettait en évidence l'innovation, la fabrication et les services en matière d'industrie aérospatiale. Il fut impossible de présenter le prototype du "de Havilland DASH 7", étant donné qu'il subissait des essais d'homologation au Canada, mais la télévision française en a retransmis des images en direct par satellite depuis l'aéroport de Rockliffe.

Parmi les 1500 sociétés qui ont participé à la Conférence sur la technologie marine à Houston au Texas, la société canadienne International Hydrodynamics s'est vu accorder un des 29 prix spéciaux prévus pour l'innovation technique. Cette société conçoit, construit et exploite des sous-marins.

RENDEMENT DE LA PRODUCTION

Les effets négatifs de l'inflation et la concurrence serrée du marché international ont attiré l'attention sur la nécessité immédiate d'améliorer notre productivité. En conséquence, la Direction de l'analyse de la productivité a reçu un nombre grandissant de demandes de renseignements et de conseils. Ces demandes provenaient non seulement des agences gouvernementales fédérales mais aussi des gouvernements provinciaux, des associations industrielles, des organismes de recherche et des corporations.

Afin de répondre à ces demandes, le Ministère a publié un rapport important dans lequel on compare le rendement des industries canadiennes avec celui des industries américaines concurrentes. On y étudie les rapports mutuels entre l'emploi, les prix et la productivité, et on présente une comparaison analytique des sociétés de divers secteurs afin de quantifier la gestion et repérer les points "forts" et les points "faibles" de façon à y apporter les correctifs nécessaires.

Au cours de l'année, 11 comparaisons sectorielles ont été effectuées, couvrant une variété d'industries comme celles des vêtements pour hommes, des sous-vêtements tricotés, de la tannerie, de l'acier de construction, des accessoires de maison, des climatiseurs, des tissus synthétiques et du film.

D'autres comparaisons ont été amorcées dans 14 secteurs comprenant les fabricants de mobiliers, de plastique, les entreprises de moulage mécanique, les fabricants d'instruments agricoles et les services d'ordinateurs.

En octobre, le Ministère a reçu les directeurs de l'Association européenne des centres de productivité nationaux ainsi que des organismes coopérants de par le monde. L'objectif de l'association est de promouvoir la coopération internationale pour l'amélioration de la productivité et de trouver des moyens d'améliorer les efforts communs en vue d'une solution à ce problème à l'échelle mondiale.

Activités universitaires

Le programme du Ministère pour encourager les universités et les autres organismes à établir des centres de recherche dans des domaines techniques spécifiques a abouti à la création d'un laboratoire de développement d'instrumentation biomédicale à l'Université de Toronto. Ce nouveau laboratoire s'ajoute aux neuf instituts de recherche industrielle, aux huit centres de technologie avancée et aux trois associations de recherche industrielle déjà formés selon ce programme.

Le nouveau centre permettra à l'industrie canadienne de bénéficier de l'expérience acquise par l'Université dans la conception et l'évaluation des instruments médicaux.

Treize prix ont été accordés, dans le cadre du Programme de subventions aux universités, à huit universités et à une équipe de recherche indépendante. Ce programme vise à accroître l'intérêt abstrait pour les innovations technologiques tout en fournissant des informations pour établir les politiques.

Activités reliées à la science et à la technologie internationales

Le ministre a coprésidé la quatrième session de la Commission mixte Canada-URSS en mai. Parmi les activités récentes sous l'égide de la Commission, la "Canadian Drilling Research Association" a commencé à faire subir des tests aux foreuses à turbine soviétiques dans l'Ouest canadien. Cette association a signé un contrat pour la fourniture d'équipement canadien, de technologie et de services à l'URSS dans le but de forer un puits dans le pergélisol.

Conversion au système métrique

Le Ministère a continué à coordonner l'adaptation globale du système métrique par les ministères et les agences gouvernementaux. Le Cabinet, sur recommandation du Comité interministériel sur la conversion au système métrique, a approuvé des nouvelles procédures pour modifier la législation dans le but de faciliter la conversion au système métrique.

Industrie des pièces d'automobile

Le climat des ventes d'automobiles s'améliore et l'on a fait beaucoup pour retrouver les niveaux de productivité des usines existantes. Les investissements ne sont pas soutenus, mais continuent à augmenter nos capacités totales de production, principalement en ce qui concerne les machines-outils et les accessoires de manutention automatique.

Plusieurs commandes de pièces d'automobile ont été dirigées vers un seul vendeur pour satisfaire les besoins nord-américains plutôt que d'être divisées. Ainsi, certaines sociétés canadiennes ont bénéficié, grâce à leur spécialisation, de commandes leur permettant d'obtenir des productions maximales et d'améliorer considérablement leur productivité.

Projets PEP

Le Programme d'accroissement de la productivité (PEP) a approuvé 38 projets avec une aide financière totale de \$527 000 par rapport à 62 projets et \$660 000 de 1974-1975. Le Programme PEP garantit jusqu'à 50% du coût de l'étude de la rentabilité des projets destinés à accroître la productivité ou l'efficacité des entreprises. Une étude moyenne dure un an et la contribution du Ministère varie de quelques milliers de dollars à \$50 000 au maximum.

Le Ministère a appuyé des projets dans toutes les régions du Canada et dans toutes les industries secondaires de fabrication et de transformation.

Conservation de l'énergie

Au cours de la deuxième Conférence sur la conservation de l'énergie dans l'industrie, organisée conjointement par le ministre de l'Industrie et du Commerce et le ministre de l'Energie, des Mines et des Ressources, l'industrie des pâtes et du papier s'est engagée à réduire ses besoins énergétiques de 12% d'ici 1980. Cette industrie absorbe actuellement 24% de l'énergie vendue à l'industrie canadienne.

Récolte du bois

L'Institut canadien de recherche technologique sur les forêts, financé conjointement par le gouvernement fédéral et l'industrie des produits forestiers, s'est engagé dans un programme de recherche active destiné à réduire le coût de la coupe et du transport du bois.

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

Canada et Europe

Malgré la grave récession économique dans la plupart des pays d'Europe de l'Ouest en 1975, les exportations en provenance du Canada sont demeurées à un niveau de \$4,6 milliards. D'autre part, nos importations en provenance d'Europe de l'Ouest ont augmenté de 10%, atteignant une valeur de \$4,1 milliards.

Les pays-membres du Marché commun forment le bloc commercial le plus considérable au monde. En excluant les transactions commerciales entre les pays-membres, ils représentent près de 20% du commerce mondial et la quantité de leurs produits et services se situe immédiatement après celle des États-Unis. Comme partenaire commercial du Canada, le Marché commun (la Grande-Bretagne y compris) occupe le deuxième rang. Nos exportations dans ces pays ont augmenté de 10%, atteignant une valeur de \$4 milliards, tandis que nos importations des pays-membres ont augmenté dans la même proportion pour atteindre \$3,3 milliards.

Les matériaux industriels et les produits agricoles forment la majeure partie des exportations canadiennes vers l'Europe de l'Ouest. Nos produits manufacturés ne représentent qu'environ 11% de nos ventes chez eux. Les relations économiques depuis longtemps diversifiées entre le Canada et l'Europe de l'Ouest en termes d'investissements, de liens corporatifs et d'échanges scientifiques et techniques, forment une base solide pour élaborer une stratégie visant à augmenter les exportations canadiennes vers toute cette région et particulièrement vers le Marché commun tout en diversifiant et en renforçant plus encore les relations économiques du Canada avec l'Europe de l'Ouest.

Les négociations en 1974-1975 avec le Marché commun en vertu de l'article XXIV:6, du GATT, après l'accession de l'Angleterre, de l'Irlande et du Danemark, ont permis pour la première fois aux produits canadiens un accès plus facile dans les pays-membres. Les négociations commerciales multilatérales fournissent une occasion idéale pour améliorer la pénétration sur ce marché. Le Canada a aussi amorcé les négociations en vertu de l'article XXVIII avec le Marché commun au sujet des nouveaux tarifs douaniers s'appliquant au plomb et au zinc qui devaient être appliqués le 1er janvier 1976. Ces négociations se sont terminées sans qu'il y ait eu d'entente. À la fin de l'année 1975-1976, le Canada étudiait la ligne de conduite qu'il adopterait à cet égard.

Le Ministère a participé à 27 foires commerciales en Europe de l'Ouest en exposant une grande variété de produits, surtout des produits manufacturés. De plus, il a subventionné une douzaine de missions commerciales réciproques en Europe et au Canada. Plus de 100 sociétés canadiennes ont profité du PEMD pour l'exploitation des possibilités de transactions avec l'Europe de l'Ouest.

À la suite des initiatives du premier ministre Trudeau, au cours de sa rencontre, en 1974, avec M. Ortolí, président de la communauté européenne, le conseil des ministres du M.C. a consenti en principe en 1975 à discuter avec le Canada d'une base d'entente appropriée en termes de coopération économiques et industrielle. Les premières négociations sérieuses ont débuté en mars 1976.

Pendant ce temps, le Canada et plusieurs pays de l'Europe de l'Ouest comprenant la Commission mettaient sur pied un programme pour encourager les diverses formes de

coopération industrielle entre le Canada et l'Europe au moyen d'investissements mutuels, de liaisons entre sociétés comme les entreprises à participation au Canada, en Europe et dans les pays du Tiers-Monde, d'échanges dans les domaines scientifiques et technologique, et d'expansion et de diversification commerciales.

Le Canada a aussi amorcé des consultations bilatérales avec des pays de l'Europe de l'Ouest et la Commission dans le but de passer en revue les affaires touchant les échanges commerciaux et l'économie à un niveau supérieur. Des réunions avec la Commission ont eu lieu à Ottawa au mois de mai et à Bruxelles en novembre. À Ottawa, le comité permanent Canada-Royaume-Uni a tenu sa réunion en octobre tandis que la Commission économique Canada-France a tenu sa réunion en juin. A la suite de cette dernière réunion, le ministre de l'Industrie et du Commerce a dirigé, en décembre, une mission en France composée de 28 hommes d'affaires canadiens représentant les plus importants secteurs de l'industrie canadienne. Cette visite a donné des résultats intéressants puisque des firmes canadiennes et françaises ont conclu des contrats coopératifs qui ouvrent la voie à des relations économiques et commerciales mutuellement favorables.

La preuve la plus tangible des relations économiques et commerciales plus étroites entre le Canada et la Commission a été la création à Ottawa de la Mission canadienne des communautés européennes en octobre 1975. L'arrivée du chef de la mission, en février 1976, a coïncidé avec la visite au Canada du président Ortoli dans le but de rencontrer le premier ministre et les autres membres du Cabinet et de poursuivre les initiatives ressortant de leur discussion de 1974.

Europe de l'Est

Les exportations vers l'Europe de l'Est ont atteint une valeur de \$653,5 millions, soit une augmentation de 245% par rapport à l'année précédente. Les exportations de céréales et de graines oléagineuses représentaient 79% des exportations tandis que les autres éléments passaient de \$76,4 millions en 1974 à \$135,8 millions. Par contre, les importations diminuaient de 10%, se chiffrant à \$178 millions.

Deux missions d'expansion commerciale subventionnées par le Ministère et dirigées par des sous-ministres adjoints, ont visité l'Europe de l'Est, l'une en Pologne, Tchécoslovaquie et en Bulgarie, au mois de mai, et l'autre en Yougoslavie, Hongrie et en Roumanie, au mois de septembre. Les deux missions qui avaient comme membres des hommes d'affaires représentant divers secteurs industriels ont décelé un grand nombre de possibilités d'accroître les exportations.

Le Canada a accueilli deux missions, l'une en provenance d'URSS et l'autre de Pologne, qui étaient organisées dans le but de démontrer aux représentants

supérieurs de ces pays les capacités des divers secteurs industriels canadiens. Des ententes financières ont été signées entre la Société pour l'expansion des exportations et les représentants de ces pays pour des exportations en biens d'immobilisation, d'un montant de \$500 millions pour chacun des deux pays.

Le Canada et l'URSS ont entamé des négociations au sujet d'une entente destinée à renforcer les relations commerciales et économiques à long terme. Cet accord aboutira à la constitution d'une commission mixte qui s'occupera de l'expansion des échanges commerciaux.

Pacifique, Asie et Afrique

En 1975, le Japon est demeuré le deuxième grand partenaire commercial du Canada. Les transactions mutuelles ont atteint environ \$3,35 milliards, dont \$78,6 millions représentaient des produits fabriqués au Canada.

Au cours d'une réunion, au mois de juin, du comité ministériel Canada-Japon à Tokyo, les ministres ont consenti à poursuivre des efforts communs en vue d'une coopération économique. Au cours d'une réunion en novembre, les responsables ont examiné une gamme de secteurs pouvant servir de base à une telle coopération.

L'honorable Don Jamieson a dirigé une mission commerciale de haut niveau dans le Sud-Est asiatique en mars 1976. En Indonésie, il a consacré l'ouverture d'un crédit de \$200 millions par le Canada selon l'entente conclue au cours de la visite du président Soeharto au Canada l'année précédente. Un montant de \$110 millions a déjà été engagé de façon non officielle pour des projets de cimenteries et de système de stockage du gaz. M. Jamieson a aussi visité les Philippines, la Malaisie, la Thaïlande et Singapour.

À Manille, le ministre a annoncé l'intention du Canada de fournir un montant supplémentaire de \$78,7 millions au fonds de développement de l'Asie et d'acheter d'autres actions de la Banque de Développement asiatique. La valeur des achats au Canada financés par la Banque a augmenté considérablement en 1975 et a atteint une valeur de \$56,2 millions alors qu'elle était de \$19,2 millions à la fin de l'année précédente.

Un groupe de travail ministériel a été formé pour élaborer un nouveau programme dynamique canadien de pénétration en Iran, Iraq et en Arabie Saoudite. Le sous-ministre des finances de l'Arabie Saoudite a dirigé une mission au Canada dans le but de rencontrer des représentants de l'industrie canadienne. Une lettre d'intention pour la constitution d'un comité mixte économique Canada-Arabie Saoudite, a été signée par l'honorable Allan J. MacEachen au cours de sa visite au Moyen-Orient en janvier.

La troisième réunion du comité mixte sur les échanges commerciaux entre le Canada et la Chine a eu lieu à Pékin. Une grande variété de sujets économiques et commerciaux ont été discutés. Six missions commerciales ont visité la

République populaire de Chine au cours de l'année et se sont intéressées à la technologie des chemins de fer, aux instruments géophysiques, au transport de l'énergie électrique à haute tension, à la construction des fondations pour les grands barrages, à la technologie des ports maritimes et à la manutention des matériaux.

Le ministère en fonction de l'Industrie et du Commerce a visité la République de Corée en juin 1975, en vue de déterminer des nouveaux secteurs d'échanges commerciaux et de renforcer les ententes bilatérales économiques et commerciales.

Une entente sur la coopération dans le domaine nucléaire fut ratifiée entre le Canada et la Corée, le 26 janvier 1976, complétant les dispositions concernant la vente d'un réacteur nucléaire de type CANDU par la société AECL (L'Énergie atomique du Canada), ce qui représentera des exportations de l'ordre de \$300 millions.

Les exportations en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ont continué de s'accroître et ont atteint \$600 millions par rapport aux \$365 millions de l'année précédente. La proportion des produits manufacturés a passé de 25% à 35%.

Le sous-ministre adjoint à l'expansion des exportations a dirigé une mission commerciale au Maroc et en Tunisie au mois d'avril. Les membres gouvernementaux de la mission ont aussi visité l'Égypte et la Libye. Afin de donner plus de publicité aux produits canadiens, le Ministère a aussi participé à des foires commerciales en Algérie, en Iran, en Iraq et en Turquie.

Le premier ministre de la République islamique du Pakistan, Zulfikar Ali Bhutto, s'est rendu au Canada en février, accompagné d'un groupe de fonctionnaires, parmi lesquels le secrétaire du Commerce, qui a rencontré le sous-ministre adjoint aux Relations commerciales internationales.

Les fonctionnaires de l'ambassade canadienne à Pékin, laquelle est chargée des relations avec le Vietnam du Nord, se sont rendus trois fois à Hanoï au cours de l'année. Au cours de l'une de ces visites, le président de Pétro-Canada, Maurice Strong, était présent. A l'invitation du gouvernement vietnamien, ils ont discuté du rôle que pourrait jouer Pétro-Canada dans l'exploitation du pétrole au large des côtes vietnamiennes.

Financement international

Le Programme de financement international a continué son encouragement aux sociétés exportatrices, en les incitant à exploiter toutes les possibilités d'exportations en s'appuyant sur l'aide financière des banques internationales d'expansion, la Société pour l'expansion des importations et l'Agence canadienne de développement international. Des renseignements sur les projets en pays étrangers sont communiqués régulièrement à 1400 abonnés canadiens. De plus, on a tenu des colloques sur le financement des exportations, à Halifax, Moncton, Ottawa, Toronto, Winnipeg,

Regina et Vancouver. La Société pour l'expansion des importations, dont le ministre de l'Industrie et du Commerce répond devant le parlement, a noté un accroissement important des valeurs d'assurance, de garanties et de prêts à long terme pour financer les exportations. La SEE a consenti des prêts se chiffrant à plus de \$1 milliard à des clients étrangers pour financer l'achat des produits et services canadiens.

Programme canadien de coopération industrielle

Le Ministère a continué à accroître et à diversifier la coopération internationale avec certains pays de l'Europe de l'Ouest, la Commission de la communauté européenne et le Japon. Les entreprises à participation, les ententes technologiques, les investissements bilatéraux et les liens intercorporatifs ont fait l'objet d'une étude approfondie.

Le sous-ministre adjoint à l'Expansion industrielle a mené une délégation de hauts fonctionnaires du Ministère en Europe dans le but de conclure des ententes avec la Commission de la communauté européenne et des représentants de l'Angleterre, de la République fédérale d'Allemagne, de l'Italie, du Danemark, de la Suède, de la Norvège et de la Finlande. Les possibilités reconnues ont été évaluées et portées à l'attention des sociétés canadiennes.

Plusieurs possibilités favorables de coopération avec la France ont été déterminées lors des réunions des groupes industriels de travail franco-canadien et reconnues par notre ministre et le ministre français du commerce extérieur lors d'une réunion de la Commission économique franco-canadienne tenue en juin.

Notre ministre a mené une mission concernant l'expansion du commerce et de l'industrie en France au mois de décembre dans le but d'examiner plus en détail ces possibilités. Cette mission soulignait la possibilité d'une coopération avec le Tiers-Monde. La prochaine réunion du groupe de travail de l'industrie devait avoir lieu au cours de l'été 1976, le Canada ayant invité une mission ministérielle française.

Une délégation intéressée à la coopération économique et formée de hauts fonctionnaires du gouvernement canadien a visité le Japon en novembre et a défini un certain nombre de secteurs de coopération industrielle. Ces secteurs comprennent les produits forestiers, le charbon, l'énergie, les automobiles, l'aérospatiale et l'électronique. Les Japonais ont été informés de notre évaluation de ces possibilités et l'étape suivante dépendra de l'attitude de l'industrie et du gouvernement japonais à la suite des conclusions de la délégation canadienne.

L'AMÉRIQUE LATINE ET LES ANTILLES

Les échanges commerciaux avec l'Amérique latine et les Antilles se sont maintenus à un niveau record de

\$1,4 milliard en 1974-1975. Les exportations vers les trois marchés les plus importants du Canada ont accusé une hausse substantielle: le Venezuela (\$292 millions), Cuba (\$230 millions) et le Mexique (\$217 millions). Les accroissements dans les exportations autres que le blé vers le Brésil n'ont pas compensé la forte baisse des exportations de blé, mais un contrat signé à la fin de l'année a permis de rétablir notre position sur le marché brésilien des céréales pour les prochaines années.

La visite, en avril, du premier ministre en Guyane, Trinidad et Tobago et la Barbade, avant de se rendre en Jamaïque pour la Conférence des premiers ministres du Commonwealth, et sa visite au Mexique, à Cuba et au Venezuela en janvier dernier a mis en évidence nos activités constantes avec ces pays. Les problèmes économiques et commerciaux ont été discutés dans ces pays.

La première réunion du Comité mixte Canada-Cuba sur l'économie et les échanges commerciaux s'est tenue à Ottawa sous la coprésidence de l'honorable Alastair W. Gillespie et du Dr Carlos Rafael Rodriguez, vice premier ministre de Cuba, en septembre.

Les 10 délégués commerciaux du Ministère résidant en Amérique latine et aux Antilles ont organisé une série de colloques à travers le Canada en avril. Plus de 2500 entrevues d'affaires ont été réalisées pendant la tournée et 1600 hommes d'affaires y ont assisté.

Un changement majeur s'est produit dans nos relations avec les pays-membres du Marché commun des Antilles (CARICOM) par suite de leur adhésion à la Convention de Lomé avec la CEE et en raison de leur désir manifeste de participer au Programme de tarifs préférentiels général des États-Unis pour les pays en voie de développement. En conséquence, les pays-membres du CARICOM ont mis fin à leurs ententes sur les échanges commerciaux avec le Canada, et ils ont adopté uniquement le tarif CARICOM à partir du 1er janvier 1976. Les négociations entre le Canada et les représentants de CARICOM sont ouvertes en vue de présenter à l'approbation des ministres de nouveaux accords commerciaux et économiques bilatéraux.

Céréales et graines oléagineuses

Tous les secteurs de l'industrie canadienne des céréales et des graines oléagineuses ont été fortement affectés par les changements de la situation internationale. Des fluctuations très vives se sont produites au niveau des prix et des conditions du marché ainsi qu'au niveau de ceux de l'énergie, des engrais et de la main-d'oeuvre.

L'objectif principal du programme ministériel des céréales est de réaliser une croissance soutenue du marché à l'intérieur d'un système ordonné de commercialisation. Les initiatives principales de ce programme comprennent des facilités de crédit afin d'encourager les ventes aux pays en voie d'expansion, la stabilisation du revenu des producteurs et les subventions aux consommateurs canadiens dans le cadre

du Programme stimulant la commercialisation des céréales et oléagineux (GOMI).

Le Programme GOMI encourage l'usage croissant des céréales et des oléagineux canadiens en développant les marchés des produits traditionnels et en favorisant la transformation profitable de ces récoltes en protéines, huile et amidon pour l'alimentation des animaux et l'industrie de l'alimentation. Si l'on ajoute ceux de l'année courante, 45 projets d'une valeur globale de \$7,4 millions ont été approuvés à ce jour.

Les exportations de céréales, de graines oléagineuses et de leurs produits représentaient 700 millions de boisseaux (18,1 millions de tonnes) en 1975-1976.

À cause de la forte demande du marché qui a mené à l'augmentation rapide des contingents d'expéditions, les paiements aux producteurs en vertu de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies ont été faibles (\$1 011 239). Les paiements selon la Loi sur le double prix du blé qui garantit aux meuniers canadiens le prix du blé à un maximum de \$3,25 le boisseau ont été de \$195 millions. Ce montant comprend un solde débiteur de l'année précédente.

L'Association canadienne du colza a reçu par l'intermédiaire du Programme de l'aide à l'utilisation du colza, une subvention annuelle de \$300 000 pour la recherche et le développement des variétés de graines de colza et de leurs produits dans le but d'accroître l'usage de ces graines. Ce programme est dirigé par un comité de recherche, dont est membre la Direction générale de la commercialisation des grains, et il est administré par l'Association canadienne du colza.

Industries de transformation des ressources naturelles

Le Ministère a conclu, avec le ministère de l'Expansion économique de la Colombie-Britannique et le Conseil des Industries forestières de la Colombie-Britannique un accord de collaboration pour un deuxième programme de cinq ans visant à l'expansion du marché extérieur. Ce nouveau projet de \$17 millions a pour objectif d'élargir l'accès du bois et du contre-plaqué au marché du Japon et de l'Europe. Le premier programme de cinq ans fait réaliser des progrès considérables dans ce domaine en faisant accepter aux Japonais le système canadien de construction de maison à plate-forme et charpente de bois et les normes canadiennes de qualité et de dimensions du bois.

Dans le but de déterminer et de développer de nouveaux marchés, un fonctionnaire du Ministère a entrepris une série de visites d'étude dans certains pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Le rapport en préparation sera distribué aux secteurs appropriés de l'industrie.

Sous l'égide du Ministère, des hauts fonctionnaires et des représentants du monde des affaires du Japon, de l'Allemagne, du Mexique, de la Corée et de la Finlande ont

visité les charbonnages canadiens pour étudier la possibilité d'alimenter en charbon leurs nouvelles aciéries et centrales électriques. Au cours de l'année 1975, le Canada a expédié du charbon à sept pays, pour une valeur totale de \$477 millions.

Une mission de la Communauté européenne économique sur les métaux non-ferreux est venue au Canada en septembre afin d'examiner les possibilités de coopération dans ce secteur. Elle a étudié les politiques canadiennes en matière de taxe, d'investissement étranger et d'amélioration des ressources et a analysé les suggestions canadiennes en vue d'une diminution des tarifs douaniers et d'une plus grande participation européenne à l'exploitation des ressources canadiennes.

Le Ministère a envoyé une délégation aux entretiens sur le cuivre organisés par l'UNCTAD au mois de mars. Cette réunion a été tenue dans le but d'unir les pays producteurs et les pays consommateurs et de stabiliser le prix du cuivre. La délégation canadienne a préconisé un examen de la situation par un groupe d'étude semblable à celui sur le plomb et le zinc, plutôt qu'une entente internationale sur les produits.

Matériel électrique et électronique

Le Ministère a participé à des activités concernant la normalisation internationale du matériel électrique avec l'intention de montrer son adhésion aux propositions internationales sur les normes et a reçu à Ottawa le groupe de travail de la Commission internationale électrotechnique à l'occasion de leur première réunion sur l'assurance de la qualité. Le Ministère a continué à négocier avec l'Association canadienne de normalisation et avec les autorités françaises et allemandes responsables des essais afin que les exportateurs canadiens de matériel électrique puissent faire vérifier et homologuer le matériel avant son exportation vers ces pays.

L'effet des ententes commerciales internationales des groupes et des pays est étroitement surveillé pour examiner les incidences sur les tarifs douaniers et sur les échanges au moment où les groupes de télécommunications des autres pays fonctionneront à plein temps. Plusieurs sociétés canadiennes ont déjà formé des entreprises à participation ou des filiales dans la Communauté économique européenne, en Amérique du Sud et au Moyen-Orient.

ÉCONOMIE INTÉRIEURE

Le Ministère a continué à faire bénéficier les Canadiens d'une croissance industrielle soutenue et a accentué son apport dans ce domaine au cours de l'année.

Des estimations et des évaluations sont en cours concernant la situation actuelle et les perspectives de chaque secteur industriel. A ce jour, sept comités consultatifs ont été formés. Chacun de ces comités peut compter

jusqu'à 12 cadres supérieurs de l'industrie en question. Les comités sont déjà formés dans les secteurs suivants: chimie, machinerie, matériel électrique et électronique, fer et acier, meuble, construction et produits forestiers.

Leur fonction consiste à passer en revue les réalisations dans l'industrie qu'ils représentent et d'en informer pleinement le gouvernement, de servir de groupe de discussion pour permettre aux ministères fédéraux de vérifier les effets des initiatives découlant de leurs politiques et de les aider à faire connaître les politiques gouvernementales dans l'industrie.

De plus, cinq comités spéciaux ont été formés afin de pouvoir conseiller dans le domaine des possibilités et des contraintes par secteur, et d'en évaluer la situation présente et future. Des dispositions ont aussi été prises en vue de consultations plus officielles avec les gouvernements provinciaux et la main-d'oeuvre au stade de la formulation de la stratégie industrielle.

Pulpe, papier et produits du bois

La demande pour la pulpe, le papier et les produits du bois a diminué en 1975 à la suite de la récession économique mondiale. En même temps, l'industrie forestière a subi une série de grèves, la plus grave de son existence. Par conséquent, les expéditions et les exportations de pulpe et de papier ont diminué de 25% par rapport à l'année précédente. Les expéditions de bois ont accusé une baisse de 13% et les exportations de 21%.

Les expéditions de pulpe et de papier se sont élevées à 16,7 millions de tonnes d'une valeur de \$5 milliards. Treize millions de tonnes ont été exportées. Les dépenses d'investissement faites par l'industrie pour diminuer la pollution de l'eau sont évaluées à \$96 millions et la pollution de l'air, à \$20 millions.

Les expéditions de bois ont représenté 11,6 milliards de pieds-planches dont 6,5 milliards ont été exportés, tandis que les expéditions de contre-plaqué en bois tendre représentaient 2 milliards de pieds carrés dont 0,3 milliard ont été exportés.

Le Comité de l'expansion de l'industrie forestière a déployé beaucoup d'efforts depuis sa création en 1974. Il est devenu le centre de plusieurs discussions fédérales-provinciales sur l'impôt, un fichier central sur les ressources pour les perspectives d'expansion industrielle et une agence de liaison qui suit de près les problèmes à court terme et les problèmes habituels.

Fer et acier

À la suite de la baisse de la demande mondiale en acier, des efforts particuliers furent déployés pour trouver de nouveaux débouchés pour les produits en acier comme les barres, les tuyaux et les tubes, l'acier inoxydable et les aciers spéciaux. Un comité consultatif composé de cadres supérieurs des aciéries a été constitué à la demande du ministre. Ce comité a rencontré les hauts fonctionnaires du

Ministère à Ottawa afin de discuter de la situation actuelle de l'industrie et de son expansion future.

Une aide considérable a été fournie aux responsables de la Saskatchewan et de la Nouvelle-Ecosse pour améliorer les aciéries de même qu'au ministère de l'Expansion économique régionale et à l'Agence d'examen de l'investissement étranger en relation avec l'expansion de l'industrie de l'acier.

Métaux non ferreux

La récession économique a encore affecté l'industrie des métaux non ferreux au cours de 1975. Le prix de certains métaux, principalement le cuivre, a baissé considérablement, en dépit d'une tendance à l'augmentation des coûts de production. Une autre cause d'érosion des profits des sociétés a été la conséquence des conflits entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux au sujet de leurs droits respectifs en matière d'imposition des industries de transformation des ressources naturelles. Ces facteurs ont produit un effet très néfaste sur les activités reliées à la recherche et à l'expansion industrielles.

Les entreprises métallurgiques continuent à former des associations afin de résoudre leurs problèmes mutuels. La Canadian Heat Exchanger and Vessel Manufacturers Association a mis sur pied un programme d'établissement de données commerciales. Les membres de l'industrie du moulage à cire perdue se préparent à former l'Association canadienne du moulage à cire perdue et les membres de l'industrie du moulage matricé ont formé un comité directeur afin d'étudier la possibilité de constituer une association.

Trois publications ministérielles ont été bien accueillies dans l'industrie. "Le matriçage au Canada", "L'industrie des métaux non ferreux au Canada" et "Seller's Directory of the Canadian Metals Industry".

Avec l'aide du Ministère, le premier fabricant canadien de porcelaine s'est établi dans la région de Toronto. Le Ministère encourage fortement la création d'autres usines de fabrication de la vaisselle en céramique afin que leur production se substitue aux importations élevées dans ce domaine. Au cours d'une visite organisée d'usines de céramique en Europe on a constaté qu'un grand nombre de sociétés étaient disposées à fournir la technologie à des partenaires sérieux au Canada.

Une autre réalisation dans le domaine de la céramique est l'aboutissement d'une coopération étroite avec le MEER. Une grosse usine de composés réfractaires de base est actuellement en construction au Québec et son exploitation débutera en 1977.

Textiles

L'activité dans l'industrie du textile a continué à se maintenir à un niveau médiocre au cours du premier trimestre de 1975, avec des capacités non utilisées, la semaine de

travail raccourcie et des mises à pied partout dans l'industrie. Les conditions se sont améliorées au cours du second trimestre et cette amélioration s'est poursuivie jusqu'à la fin de l'année. Plusieurs usines ont repris la journée de travail de trois équipes vers la fin de l'année.

Le marché restreint du textile au Canada et le volume grandissant d'importations à bas prix à la fin de 1974 ont amené rapidement la Commission du textile et du vêtement à entreprendre une série d'études. Dans le cas de quatre tissus - la laine peignée, les fibres de polyester, les tricots doubles et à chaîne, et le nylon - ces importations représentaient un danger ou une menace et des mesures restrictives ont été recommandées.

Industrie chimique

La demande pour la plupart des produits chimiques, en baisse en 1974-1975, a continué à diminuer au cours des six premiers mois de 1976. Pendant toute l'année, les capacités de production n'ont pas été totalement utilisées pour la plupart des produits chimiques. Cependant, il y a eu un accroissement de la demande vers la fin de 1975 dans presque tous les secteurs sauf dans celui des engrais. Le refus des acheteurs en raison des prix beaucoup plus élevés a contribué à l'augmentation croissante des stocks, alors qu'il y avait une pénurie au cours des deux années précédentes.

La construction de nouvelles usines a battu son plein, principalement dans le domaine de la pétrochimie, mais d'ici à ce qu'elles commencent à produire en 1978, le risque d'une pénurie croissante demeure au fur et à mesure que la demande augmente. De nouvelles usines d'engrais en construction dans l'Ouest canadien devraient assurer une production suffisante pour les 10 prochaines années.

Avec la participation des gouvernements provinciaux, le Ministère a terminé une étude portant sur 1400 usines de fabrication de plastique au Canada et un rapport sera publié et distribué aux participants. Un nombre d'études d'ordre secondaire sur l'industrie dans le domaine des échanges commerciaux, de la position concurrentielle, de la technologie et des perspectives du marché sont en cours.

Le Ministère continue à appuyer les activités du Sulphur Development Institute of Canada (SUDIC) dans sa recherche de nouveaux usages du soufre. Des efforts ont été déployés dans le domaine des isolants, de l'asphalte et du béton ainsi que des revêtements protecteurs.

Équipement nucléaire

Le Ministère, avec la collaboration de l'Énergie atomique du Canada Limitée et du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, a terminé son étude sur l'industrie de l'équipement nucléaire au Canada. Elle contient une analyse des capacités technologiques et de production et de l'industrie au Canada pour satisfaire aux exigences de la construction des centrales nucléaires (CANDU) prévues pour les marchés intérieur et extérieur jusqu'en 1983.

Électricité et électronique

Le Ministère procède actuellement à une évaluation critique de la structure et de l'avenir de l'industrie électronique dans le contexte de la concurrence sur le marché mondial.

Il cherche aussi à mettre en valeur la capacité des sociétés canadiennes à livrer des produits majeurs civils et militaires aux usagers du gouvernement, soit en les mettant au point, soit en obtenant les droits de fabrication. Les clients principaux sont le ministère de la Défense nationale et le ministère des Transports. Les programmes comprennent les avions de patrouille à longue portée, les radars de

surveillance et le système de contrôle de trafic aérien combiné en route et terminal.

La technologie océanique a acquis de l'importance ces dernières années, en particulier les appareils améliorés de détection des bancs de poissons, les systèmes d'information sur les conditions climatiques et océaniques et le matériel de communication et de traitement des données. Les programmes de développement des systèmes de données océaniques, d'appareils de détection des bancs de poissons à fréquences acoustiques, d'instruments de navigation par satellite et de positionnement reçoivent un appui considérable de la part du Ministère.

Il existe un marché croissant pour les stations terminales ou satellites d'ordinateur et plusieurs sociétés canadiennes se sont actuellement établies dans ce domaine. Les banques, les compagnies d'assurance, les commerçants au détail, les manufacturiers et les sociétés de communications font tous appel à des stations terminales d'ordinateur.

L'industrie des transports

L'acquisition par le gouvernement des sociétés de Havilland Aircraft of Canada Limited en 1974, et de Canadair Limited en janvier 1976, représente une étape dans la mise en oeuvre d'une stratégie en vue de réorganiser une partie importante de l'industrie aéronautique. Les avions "Twin Otter", "Super Buffalo" et "Dash 7" fabriqués par de Havilland et l'avion amphibie CL-215 de Canadair ont un potentiel de vente très élevé.

La politique gouvernementale de mise en valeur des ressources naturelles consiste à encourager les sociétés canadiennes à devenir concurrentielles sur le marché international, ce qui, à longue échéance, profitera au Canada. Le comité consultatif sur les bénéfices économiques tirés de l'exploitation des ressources naturelles a étudié des projets de l'ordre de \$1 milliard, et a encouragé les Canadiens à accroître leur degré de participation dans ce domaine. Plusieurs ingénieurs et fournisseurs d'équipement ont pour la première fois eu l'occasion de soumissionner dans le cadre de projets canadiens qui seraient normalement exécutés par des sociétés étrangères.

Au cours de 1975, les chantiers navals ont construit et lancé 61 navires, représentant 248 000 tonnes fortes. Trente et un navires représentant 288 000 tonnes fortes sont en chantier et 47 bateaux (512 000 tonnes fortes) sont en commande. De tous ces bateaux mis en chantier au début de l'année, le plus intéressant est sans doute le premier bateau brise-glace destiné au transport en gros des produits commerciaux dans l'Arctique.

La baisse du marché pour les gros transporteurs de pétrole brut pourrait bénéficier indirectement aux chantiers maritimes, puisque les bateaux au-dessous de 100 000 dwt font à nouveau l'objet de commandes et qu'ils peuvent être construits au Canada.

L'industrie océanique est un marché en plein essor que

le Ministère et l'industrie surveillent attentivement. Le marché principal est lié aux ressources en gaz et en pétrole sur le littoral d'environ 60 pays. L'industrie de notre pays est dans une position inhabituelle puisqu'elle doit améliorer ses compétences technologiques vis-à-vis du marché international et en même temps attendre l'expansion du marché intérieur. Le Canada n'a pas encore découvert de pétrole ou de gaz au large de ses côtes et par conséquent le marché intérieur est faible.

Le marché mondial de l'équipement et du matériel destinés à l'exploration au large des côtes devrait atteindre une valeur de \$3500 millions pour la période 1975-1981. Si le Canada pouvait obtenir 1% de ce marché, ceci représenterait \$350 millions d'exportations. En conséquence, les efforts de commercialisation internationale du Ministère sont essentiels à l'expansion de l'industrie océanique canadienne. Si ce fait est ignoré dans l'immédiat, le vide qui se créera dans notre marché intérieur devra être comblé plus tard par des sociétés étrangères.

Design

Le Programme d'aide au design industriel (IDAP) du Ministère a créé des liaisons étroites avec l'industrie et les ministères provinciaux du Commerce et de l'Industrie et a contribué à accroître l'intérêt manifesté envers le design industriel dans tout le Canada. Pendant l'année, 36 demandes d'aide au design ont été reçues. Une somme de \$490 000 a été distribuée sous forme de subventions pour régler la moitié des coûts de design et d'administration des projets approuvés.

Des programmes de design et de mise au point des produits ont été appuyés par le Ministère dans quatre provinces au moyen de subventions se chiffrant à \$165 000.

Le Bureau du design a fourni de l'aide à la Société industrielle de plastique lors de sa conférence annuelle dans l'organisation d'un "centre de création de produits". Plus de 150 responsables de la mise au point des produits, ingénieurs en design, spécialistes en matériaux et cadres de commercialisation, représentant les sociétés canadiennes, se sont réunis en ateliers de travail avec sept des plus grands "designers" de l'industrie canadienne afin d'échanger des idées et de discuter des méthodes de design pour des nouveaux produits en plastique et de l'amélioration des produits déjà sur le marché.

Les programmes de l'appréciation des talents en design destinés aux étudiants canadiens ont été poursuivis. Au cours de l'année, 21 bourses "Design Canada" se chiffrant à \$109 625 ont été accordées pour des études de design poussées dans les écoles internationales. Le programme d'internat en design a une fois de plus placé plusieurs "designers" récemment diplômés dans l'industrie. Ce programme couvre la moitié du salaire d'un interne pendant un an jusqu'à un montant maximal de \$3000. Les subventions pour des cours en gestion du design industriel, accordées

aux universités canadiennes et aux collèges qui les offrent se sont chiffrées à environ \$100 000.

Le Ministère a institué cette année le prix du Gouverneur général pour le design d'ingénierie afin de récompenser les réalisations des ingénieurs canadiens qui résident et travaillent au Canada. Les prix ont été décernés pour la première fois à la Résidence de son Excellence le Gouverneur général, le 2 octobre 1975.

La société Picker X-Ray Manufacturing Ltd., de Bramalea, Ontario, et son équipe de design ont reçu le prix d'excellence pour la conception d'un produit qui porte le nom de "Tomolex". Les concepteurs sont: C.K. Bridgeman, ing. APEO, John W. Eckart, Suki Kooner, ing. associé, APEO, Chris Lutz, ing. APEO, Peter Neysmith, ing. associé APEO, Les Sill, ing. associé et Don Wilson, concepteur industriel.

Six prix de mérite furent décernés à l'Institut des pâtes et du papier du Canada, Pointe-Claire, Québec, à Hauptmann, Green & Associates Inc., North Vancouver, C.-B., à SED Systems Limited, Saskatoon, Sask., à Proctor and Redfern Group, Toronto, Ontario, à Hiram Walker & Sons Limited, Walkerville, Ontario et à Ritter Engineering Limited, Calgary, Alberta.

Bureaux régionaux

Les bureaux régionaux ont continué à jouer leur rôle traditionnel d'appui aux exportateurs actuels et potentiels par la planification et l'application d'une stratégie de commercialisation, tout en ajoutant de nouvelles responsabilités à leurs fonctions au cours de l'année. La décentralisation du programme PAIT et la gestion du PEP et du IDAP dans le cadre de limites budgétaires définies a nécessité une formation intensive du personnel dans tous les bureaux régionaux.

Les bureaux régionaux ont organisé des séminaires et des conférences dans les domaines des licences, des brevets, des entreprises à participation, du commerce international et du tourisme. Ils ont aussi contribué à coordonner les programmes des missions venant de l'étranger dans leurs régions respectives.

Avec le développement des stratégies sectorielles du Ministère et une coopération fédérale-provinciale plus étroite dans certains domaines, comme les négociations des tarifs internationaux et l'expansion du commerce, les bureaux régionaux ont commencé à jouer un rôle plus important dans les relations fédérales-provinciales.

Le ministre a approuvé l'ouverture d'un bureau régional dans l'Île-du-Prince-Édouard, ce qui donne au Ministère une représentation directe dans toutes les provinces canadiennes.

Périodiques

Courrier Canadien, la publication format Tabloid du Ministère destinée aux acheteurs étrangers et tirant à 200 000 exemplaires, a reçu un nombre record de demandes de renseignements au sujet des biens et services dont elle a fait la promotion, soit 18 247 (janvier à novembre) par rapport à 15 452 l'année précédente. Vingt-cinq numéros ont paru, selon les marchés desservis en six éditions: internationale, États-Unis, française, espagnole, allemande et japonaise.

Commerce Canada, revue du Ministère tirant à 25 000 exemplaires, a continué de fournir aux exportateurs canadiens des rapports détaillés sur les possibilités des marchés étrangers, et à mettre en vedette les compagnies canadiennes d'importance diverse qui ont marqué des points sur les marchés internationaux. Elle paraît en français et en anglais.

TOURISME

L'état de l'industrie touristique en 1975 présente beaucoup de contradictions.

L'industrie touristique a produit des revenus très élevés, soit \$8,5 milliards correspondant à 5,5% du produit national brut et par le fait même s'est classée en quatrième position pour l'apport de devises étrangères après les automobiles, et les pièces d'automobiles, le pétrole brut et le blé. Par contre elle accuse un déficit de \$727 millions par rapport au tourisme international, soit le plus gros déficit jamais enregistré.

Les recettes-voyageurs en provenance de l'étranger se sont chiffrées à \$1,8 milliard au cours de l'année comparés aux \$1,7 milliard de 1974, et ce, en dépit du fait que le nombre de visiteurs américains a diminué de 600 000, soit 1,7%. Par contre les revenus ainsi procurés ont augmenté de \$9 millions environ pour atteindre \$1 337 milliard.

Le nombre de visiteurs étrangers, autres que les américains, a atteint un chiffre record de 1,3 million soit 108 300 (8,9%) de plus qu'en 1974. Ils ont dépensé \$478 millions environ au cours de leur séjour. Les recettes provenant des visiteurs non résidents au Canada se sont chiffrées à quelques \$1 815 millions.

Les dépenses de voyage des touristes canadiens aux États-Unis ont augmenté de 32,7% par rapport à l'année précédente pour atteindre \$1 587 millions. Le déficit de la balance des paiements touristiques a ainsi été de \$250 millions. Avec les pays autres que les États-Unis, le déficit touristique canadien se chiffre à \$477 millions.

La majeure partie des recettes touristiques du Canada provenait de Canadiens qui ont voyagé dans leur pays et dépensé une somme approximative de \$6,7 milliards en 1975, soit 17,5% de plus environ qu'en 1974.

L'Office de tourisme du Canada (OTC) avait un budget de \$21 938 270 et un effectif de 372 personnes en 1975-1976

comprenant le personnel de 26 bureaux dans huit pays. Le programme touristique a été réalisé dans le cadre d'un programme intégré comprenant la commercialisation, l'expansion industrielle sélective et les activités reliées à la planification des politiques de soutien et aux relations industrielles.

Le budget de commercialisation de l'OTC était de \$16,9 millions dont \$8,5 millions ont été attribués à la publicité et aux frais postaux et \$635 000 attribués aux présentations spéciales et à la promotion. Le programme de communications d'information visait non seulement à faire mieux connaître le Canada et à stimuler l'intérêt à son égard, mais aussi à encourager les touristes canadiens ou étrangers à faire usage des moyens de transport commerciaux.

L'utilisation de la poste a été intégrée dans le programme de publicité. Au cours de l'année, le volume de matériel publicitaire par la poste a été réduit délibérément de 9,5 millions à 7,5 millions, mais le volume des lettres a quand même accusé une augmentation de 2%. Environ 40 millions de feuillets publicitaires en 16 langues ont été distribués par les bureaux à l'étranger de l'OTC et par la poste.

Le matériel de documentation, comprenant 140 publications touristiques, a été expédié à presque 3000 rédacteurs d'articles sur les voyages et la vie en plein air et à d'autres représentants des organes d'information au Canada, aux États-Unis et à l'étranger. Vingt mille copies d'une liste de 115 films touristiques ont été distribuées. Aux États-Unis, plus de 270 millions de spectateurs ont vu des films sur les voyages au Canada, au cinéma et à la télévision.

Près de 400 invités du monde de l'information de tous les coins du monde ont été accueillis au Canada sous les auspices de l'OTC dans le cadre de son programme de visites au Canada. Des montages publicitaires spéciaux montrant les attractions touristiques du Canada ont été réalisés lors de 75 séminaires, expositions, congrès et autres réunions au Canada, aux États-Unis et outre-mer.

Le Ministère continue à intégrer plus étroitement les activités des bureaux de l'OTC à l'étranger aux responsabilités des ambassades et des consulats. Le bureau de Cincinnati a été fermé en vue d'une meilleure utilisation des ressources étant donné que cette région pouvait être desservie à partir de Cleveland et Detroit. Un bureau a été ouvert à Dallas afin de pouvoir tirer avantage des nouveaux services reliés au Canada à la suite de l'accord bilatéral aéronautique Canada-États-Unis qui a été conclu récemment.

Au cours de 1975, l'OTC a organisé 87 voyages dans tout le Canada pour faire connaître le pays à 1700 agents de voyage (par rapport aux 25 voyages et aux 500 agents de 1974) dans le cadre d'une nouvelle perspective appelée "Product Testing Tour" (voyages pour vérifier les produits). Il a aussi mis en oeuvre un nouveau programme d'expansion

des voyages dans le but d'encourager l'organisation de nouveaux voyages à forfait au Canada, principalement au cours des saisons intermédiaires, dans les régions où les installations touristiques ne sont pas pleinement utilisées. Aussitôt que ce nouveau programme a été annoncé, 52 demandes ont été reçues. Presque tous les métiers de l'industrie du voyage, du transporteur à l'organisateur ainsi que les provinces et associations de provinces ont soumis des propositions qui ont été approuvées. Au total, 22 requérants approuvés ont partagé une somme de \$350 000 sous forme de subventions et ont apporté une somme identique pour organiser 100 nouvelles excursions dans toutes les régions du Canada. Si l'on examine les ventes réalisées jusqu'ici, les revenus touristiques devraient s'accroître de \$4 millions au cours de la première année de la mise en vigueur du programme d'expansion des voyages.

Sur le plan international, le Canada continue à participer d'une façon sélective aux relations touristiques internationales. Le sous-ministre adjoint au Tourisme a présidé le comité bilatéral Canada-Cuba sur le tourisme et a fait un discours lors d'une réunion de l'Organisation mondiale du Tourisme à Istamboul. Le délégué canadien a continué d'exercer la fonction de vice-président du Comité touristique de l'Organisation pour la coopération et le développement économique.

En juin, deux colloques sur le "tourisme intérieur" et "la vérification de l'efficacité des campagnes publicitaires sur le plan du marketing des voyages internationaux" ont eu lieu à Ottawa, sous l'égide de l'OTC et OMT/IUOT.

En plus de la présence au congrès mondial de l'ASTA à Rio de Janeiro, l'OTC a participé à un séminaire, à Manille, aux Philippines, sur l'avenir des services aériens de voyageurs. Ce séminaire a été organisé conjointement par l'Organisation de l'Aviation civile internationale et l'Organisation mondiale du Tourisme.

La collaboration en matière de tourisme entre les organismes fédéraux, provinciaux et industriels s'est intensifiée en 1975. L'OTC a participé à une série de réunions sur la commercialisation régionale, à la conférence des responsables du Tourisme canadien en septembre et à la 30e conférence fédérale-provinciale sur le tourisme en octobre.

Un événement important de cette réunion a été le lancement par l'honorable Don Jamieson, président de cette conférence, du Programme sur l'importance de l'industrie touristique, une initiative conjointe de l'OTC et de l'Association de l'industrie touristique afin de promouvoir une meilleure connaissance de l'importance du tourisme au Canada et chez les Canadiens.

L'OTC a augmenté sa représentation régionale dans tout le Canada en ouvrant un bureau à Halifax pour desservir la Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve et le Labrador. D'autres bureaux régionaux sont situés à Vancouver, Edmonton, Regina et Québec, et on prévoyait l'ouverture d'un bureau à Toronto vers la fin de 1976.

Les mesures anti-inflationnistes du gouvernement ont entraîné des réductions de \$3,5 millions et de 28 années-hommes au programme d'expansion de l'industrie du voyage qui a débuté en 1972. En conséquence l'OTC a remanié son organisation. En mars 1976, l'OTC réorganisait ses trois directions pour n'en former que deux: la Direction de la commercialisation et la Direction de la planification des politiques et des relations avec l'industrie, et chacune a son propre directeur général. La Direction de la commercialisation comprend toutes les fonctions reliées à l'amélioration de "ce qui se rapporte aux voyages" c'est-à-dire, l'expansion du marché et la publicité à l'aide des organes d'information, tandis que la planification et la recherche incombent à la Direction de la planification des politiques et des relations industrielles.

Au programme de la réorganisation, les directeurs de la commercialisation dans l'Est des États-Unis, l'Ouest des États-Unis et le Pacifique, et en Europe seront rapatriés à Ottawa. Les représentants régionaux au Canada relèvent de la Direction de la commercialisation.

Service des délégués commerciaux

Le Service des délégués commerciaux dispose de 240 fonctionnaires du service à l'étranger et de 170 cadres commerciaux engagés sur place dans un réseau de 89 bureaux répartis dans 64 pays. De nouveaux services commerciaux ont été créés dans les ambassades canadiennes à Rabat, au Maroc, et à Bucarest, en Roumanie.

Au cours de l'année, les bureaux du service des délégués commerciaux ont répondu à plus de 36 000 demandes provenant d'hommes d'affaires canadiens pour obtenir de l'aide en vue de la commercialisation à l'étranger et ont adressé plus de 48 000 demandes de clients étrangers à l'industrie canadienne. Ces bureaux ont contribué à créer 1870 nouvelles agences étrangères et ont établi 2 670 nouvelles liaisons commerciales d'achat avec les sociétés canadiennes. Ils ont joué un rôle de plus en plus important dans les activités reliées aux relations commerciales. En plus de fournir des renseignements sur la législation locale concernant les exportations canadiennes, les délégués commerciaux ont collaboré étroitement avec les autres fonctionnaires du Ministère pour déterminer les obstacles à la croissance des échanges commerciaux canadiens et les problèmes d'accès aux marchés. Les bureaux ont aussi collaboré avec d'autres services du MEER pour déterminer et encourager des investissements directs qui seraient profitables pour le Canada. En 1975-1976, les délégués commerciaux ont participé à un certain nombre de projets représentant des possibilités d'investissement de \$200 millions au Canada.

Sur les marchés étrangers où l'accès était difficile pour les exportations canadiennes, les délégués commerciaux ont concentré leurs efforts sur les investissements canadiens et les entreprises à participation.

Le commerce bilatéral entre le Canada et les États-Unis en 1975 s'est chiffré à plus de \$44 milliards dont \$21,4 milliards vers les États-Unis et \$22,8 milliards vers le Canada. À la suite de la récession économique prolongée aux États-Unis, la valeur totale des exportations canadiennes sur ce marché a peu augmenté en 1975 et au cours du premier semestre de 1976, tandis que la demande relativement plus forte au Canada contribuait à l'augmentation du niveau des importations en provenance des États-Unis. On peut juger de la valeur de ces chiffres en constatant que les exportations vers les États-Unis représentent 65% des ventes totales du Canada à l'étranger tandis que nos importations des États-Unis représentent 68% des importations totales du Canada. Les exportations canadiennes vers les États-Unis représentent 35% des produits fabriqués au Canada.

Les responsables de la formulation des politiques des deux pays, sans négliger les problèmes strictement bilatéraux, se sont de plus en plus intéressés aux négociations multilatérales qui se déroulaient à Genève. À la suite de l'adoption du Trade Act en 1974, les États-Unis ont pu augmenter leur participation au "Tokyo Round" (table ronde de Tokyo) et faciliter les négociations en cours dans le cadre du GATT.

Des discussions bilatérales ont eu lieu avec les États-Unis au cours d'un certain nombre de colloques bilatéraux et multilatéraux et des discussions ont eu lieu à Ottawa lors de la visite de M. Dent, ambassadeur et délégué spécial du commerce des États-Unis. L'inquiétude des États-Unis à propos de la sécurité d'approvisionnement en pétrole et en gaz, de certaines initiatives dans les politiques économiques du Canada et de leur incidence sur l'investissement à l'étranger, a continué d'influencer nos relations commerciales réciproques. Des démarches ont été entreprises auprès des États-Unis en vue de régler différentes questions comme les incidences des réglementations américaines concernant les échanges commerciaux avec Cuba pour les exportateurs canadiens.

Les problèmes de l'agriculture demeuraient un aspect important des relations canado-américaines. Des discussions bilatérales ont abouti à la suppression réciproque des restrictions canadiennes et américaines en matière d'échanges frontaliers de bétail et de viande. Dans le but d'appuyer un programme de gestion en approvisionnement intérieur, le Canada a contingenté l'importation des oeufs. Ceci a provoqué une pétition de la part de l'industrie américaine en vertu de "l'article 301" de la U.S. Trade Act, demandant d'user de représailles contre les restrictions des importations au Canada. Un groupe de travail du GATT a établi que la décision du Canada était conforme au GATT, et des discussions ont mis un terme au différend et mis fin à l'enquête dans le cadre de "l'article 301".

Reconnaissant les changements importants survenus dans le secteur de l'automobile, les responsables canadiens et

américains ont eu des entretiens et ils ont convenu d'entreprendre des études simultanées sur l'industrie de l'automobile en Amérique du Nord. A la demande du Senate Finance Committee, la U.S. International Trade Commission a aussi entrepris des recherches et a présenté un rapport sur le Canada-U.S. Automotive Agreement. Autre fait à noter dans le domaine de l'automobile, les États-Unis ont entrepris une enquête sur le dumping au niveau des ventes d'automobiles et de camions de plusieurs pays, y compris le Canada.

La libéralisation du U.S. Trade Act en ce qui concerne les critères d'admission pour l'assouplissement temporaire des conditions d'importations a provoqué une augmentation spectaculaire des pétitions de l'industrie américaine pour restreindre les importations. A la suite d'une de ces pétitions, les États-Unis ont imposé des restrictions quantitatives sur les importations des aciers spéciaux. Le Ministère a conseillé et aidé les exportateurs canadiens au sujet des enquêtes sur l'assouplissement des conditions d'importations aux États-Unis et des activités américaines dans le domaine des compensations et de l'antidumping.

Le Ministère a résolu les problèmes de pénétration au niveau des tarifs et contrôles douaniers. Il a aussi traité les problèmes créés par l'introduction des modifications dans les règlements et dans les documents résultant de l'importance constante que les États-Unis attachent à la protection et la sécurité du consommateur.

Le Ministère a aidé les exportateurs canadiens à tirer un profit maximum de leurs efforts de promotion en les incitant à se concentrer sur les secteurs les plus favorables du marché américain. Les efforts du Ministère ont contribué à maintenir le niveau des exportations canadiennes aux États-Unis en dépit des marchés restreints pendant la plus grande partie de l'année.

Le Ministère a accordé une attention spéciale au marché des pièces d'automobiles américaines et au marché du matériel et des systèmes de transport en commun, à la suite de la création récente de "l'Urban Mass Transit Authority", une agence du gouvernement américain qui a le pouvoir de financer les dépenses des villes américaines pour l'achat de nouveau matériel de transport en commun. Les secteurs traditionnels où le Canada est en bonne place pour les exportations vers les États-Unis comme les vêtements, les meubles, l'équipement récréatif et les produits alimentaires variés ont été soutenus grâce à une participation aux foires commerciales américaines, régionales et nationales, et à l'organisation de missions d'acheteurs étrangers qui ont visité les foires commerciales canadiennes et les centres de vente industriels.

ÉTAT DES DÉPENSES
du ministère de l'Industrie et du Commerce
pour l'année financière 1975-1976

\$(000)

Programme commercial et industriel

Dépenses d'exploitation 75 058

Subventions et contributions

- Loi stimulant la recherche et le développement scientifiques	33 018	
- Programme pour l'avancement de la technologie industrielle	26 900	
- Programme de productivité de l'industrie de matériel de défense	39 000	
- Programme d'accroissement de la productivité	500	
- Programme d'expansion des exportations	4 245	
- Subventions pour la construction de bateaux de pêche et de bateaux de commerce	58 000	
- Programme d'aide au design industriel	400	
- Divers	<u>10 774</u>	172 837

Prêts et investissements

- Prêts consentis pour aider les fabricants de produits d'automobiles au Canada	265	
- Prêts consentis à l'industrie de la défense pour l'aider à moderniser ses usines	5 938	
- Prêts-programme de redressement de l'industrie de la chaussure et de la tannerie	1 152	
- Prêts consentis à Canadair pour le financement des avions citernes	12 938	
- Investissement pour l'acquisition d'actions de la société de Havilland Aircraft of Canada Ltd.	9 977	
- Investissement pour l'acquisition d'actions et de titres de Canadair Limited	<u>36 650</u>	<u>66 920</u>
		314 815

Programme du Tourisme

Frais d'opérations 20 237

Subventions et contributions 1 096
21 333

Programme des céréales

Frais d'opérations		2 539
Subventions et contributions		
- Ventes de blé (crédits)	9 667	
- Paiement à la Commission canadienne du blé pour couvrir les frais encourus pour les réserves de grains	3 215	
- Versements à la Commission canadienne du blé pour l'acquisition des wagons-trémie couverts	40 639	
- Versements en vertu de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	1 011	
	188 698	
- Autres postes	<u>2 540</u>	<u>245 770</u>
		<u>248 309</u>
Total du Ministère		<u>584 457</u>

ÉTAT DES RECETTES
du ministère de l'Industrie et du Commerce
pour l'année se terminant le 31 mars 1976

\$ (000)

Rendement des investissements

Intérêts sur les prêts consentis à la Société pour l'expansion des exportations	\$59 139
Intérêts sur les prêts consentis aux fabricants de produits d'automobiles	1 376
Intérêts sur les prêts consentis à l'industrie pharmaceutique	72
Intérêts sur les prêts consentis à l'industrie de la chaussure et de la tannerie	69
Divers	962
Recettes diverses	3 154
Total	<u>64 672</u>

HC 111	Ca
• A314	
100000/100000	
c. 2	
Title/Titre	
Date	
9/19/80	

0133-34.3 (10/70) 7

INDUSTRY CANADA/INDUSTRIE CANADA



134441

